

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant mise en demeure de respecter les dispositions de
l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant l'exploitation
de la carrière par la société ETEX France Building Performance,
au lieu-dit « le grand Devin » sur le territoire des communes de
Mazan (84 380) et Malemort du Comtat (84 570)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant la société SINIAT SA à exploiter une carrière à ciel ouvert de gypse et d'anhydrite située sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le dossier transmis par la société SINIAT SA, par courrier du 24 avril 2016, afin d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de gypse et d'anhydrite au lieu-dit « le grand Devin » sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** le courrier de la société ETEX France Building Performance du 14 mai 2020, informant du changement de dénomination sociale de la société SINIAT SA au 1^{er} janvier 2020 ;
- VU** le courrier de la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse du 24 septembre 2020 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société SINIAT SA au profit de la société ETEX France Building Performance ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 juin 2021, concernant l'inspection du 10 mars 2021 sur la carrière exploitée par la société ETEX France Building Performance, au lieu-dit «Le Grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le courrier qui lui a été transmis le 17 juin 2021;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 10 mars 2021 sur la carrière exploitée par la société ETEX France Building Performance au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le plan de gestion des déchets du site (rapport n°R1402502 bis d'avril 2016) ne comporte pas l'ensemble des éléments requis par l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 susvisé. En particulier, sont absents :

- la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

CONSIDÉRANT, par conséquent, que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 10 mars 2021 précitée contreviennent aux dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT, au regard des enjeux en matière de stabilité des terrains associés à la gestion des déchets du site, qu'il y a lieu de mettre en demeure la société ETEX France Building Performance de respecter les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté du 11 juillet 2017 susvisé, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

A R R Ê T E

Article 1

La société ETEX France Building Performance, dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque à AVIGNON (84 000), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit «Le Grand Devin » sur le territoire des communes de Mazan (84 380) et Malemort du Comtat (84 570).

Afin de répondre aux dispositions de la présente mise en demeure, l'exploitant transmettra, **au plus tard le 31 décembre 2021**, une mise à jour de son plan de gestion des déchets du site, répondant aux exigences de l'article 6.1 précité.

Article 2

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société ETEX France Building Performance.

Article 3

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société ETEX France Building Performance, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « telerecours citoyen » accessible par le site internet : ww.telerecours.fr

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 5

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'Etat en Vaucluse, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, les maires de Mazan et Malemort du Comtat, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 8 JUIL. 2021

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD

